

# Peur sur la ville ...

Tribune – Edito – Ndimby A. 06/09/10

Les forces de l'ordre, si ordre il y a, ont lancé récemment une opération « coup de poing » dans la Capitale pour tenter de convaincre qu'elles prenaient leurs responsabilités face à la croissance actuelle de la criminalité. Pour la petite histoire, j'ai donc été arrêté à un de ces barrages nocturnes, et à la fin du contrôle de mes papiers parfaitement en règle, le policier m'a sorti : « et alors, il n'y a pas de quoi acheter un petit café ? ». Rien d'étonnant : dans un contexte où même le pouvoir se vole sans scrupules, pour ceux en bas de la pyramide la pratique du racket finit par faire partie de la vie.

Il y a quelques mois, la conclusion à la sauce hâtive de l'enquête sur l'affaire des bombinettes artisanales aurait pu faire croire que nous avons les meilleurs policiers et les meilleurs gendarmes du monde. Rappelons qu'en quelques heures, le nom des coupables était révélé au public par les super-enquêteurs : cinq technocrates inoffensifs du régime Ravalomanana, contre lesquels des dossiers furent montés avec une célérité et une sounoiserie que Staline lui-même aurait applaudies. Malheureusement, on déplore que quand il faille arrêter autre chose que des technocrates, des opposants et des journalistes, l'efficacité des super-flics devient très aléatoire.

Il est en effet étonnant qu'avec des limiers aussi performants pour démonter le complot des bombinettes, la délinquance et le banditisme connaissent pourtant une croissance exponentielle depuis ce coup d'Etat. Car il ne se passe plus un jour sans que la presse ne fasse l'écho de cambriolages, de braquages, d'attaques à main armée, de taxis-brousse détroussés et de blessés par balles. On peut s'attendre à ce que les caciques du régime tentent bientôt de nous sortir un argument imbécile du style « la Haute autorité de transition (HAT) n'y est pour rien, ce n'est pas sous elle que le banditisme est né à Madagascar ».

Dans les pays où règnent la démocratie, la bonne gouvernance ou la sacro-sainte règle anglo-saxonne d'accountability, un incompetent se fait le devoir de démissionner quand l'absence de performance devient trop flagrante. Car quand un soi-disant haut responsable n'arrive pas à résoudre un problème, c'est soit qu'il en est incapable, soit qu'il en est complice. Mais actuellement, au vu des piètres résultats politiques, économiques et diplomatiques, Madagascar semble être devenu un paradis pour incompetents. En un mot comme en trois.

On en vient à se demander à quoi cela sert de payer des impôts, au constat de l'incapacité du régime hâtif à assurer le rôle de tout gouvernement digne de son nom : la sécurité des biens et des personnes sur le territoire dont il est censé avoir le contrôle. Comment en effet croire que la situation d'insécurité actuelle n'a rien à avoir avec la crise, elle-même en liaison directe avec le coup d'Etat ?

Primo, la crise économique, la fermeture d'entreprises et la perte de marchés ont gonflé le rang des chômeurs. Il y a un an, dans un édit sous forme de lettre ouverte à Monja Roindefo, j'avertissais sur les impacts sociaux du chômage engendré par la crise : « Des centaines d'entreprises ont fermé, ou se sont mises en chômage technique. Maintenant, le spectre de la perte des privilèges de l'AGO nous pend au nez. 100.000 emplois directs, 300.000 emplois indirects, soit plus d'un million d'individus dont les revenus sont menacés. Nul gouvernement ne pourra gérer la crise sociale sans précédent que cela risque d'entraîner. Beaucoup de ces hommes risquent de devenir des délinquants, beaucoup de ces femmes des prostituées ». Mais comme à chaque fois que je prévoyais un échec ou une défaillance à venir de la HAT depuis plus de 18 mois, j'ai eu droit à un concert d'aboiements. Avec le recul, que chacun juge.

Secundo, le coup d'Etat et la mutinerie de Mars 2009 ont aggravé la déliquescence des forces armées. Les innombrables anecdotes attestent d'actes qui ont déstructuré la discipline, pourtant réputée comme étant la force principale des armées. Quand des troupes se permettent de botter le postérieur des colonels devant le regard bovin d'autres officiers (lors de l'arrestation de Manandafy au Carlton) ; quand des sous-officiers se permettent de séquestrer à Ampahibe un général et de surcroit Ministre de la défense pour le forcer à démissionner ; quand un civil se permet au vu et au su de tous d'entretenir sa propre garde prétorienne surarmée pour renforcer sa libido ; quand un commandant se permet de brutaliser les trois généraux du directoire militaire pour les forcer à transmettre le pouvoir : qui peut alors dire quelles valeurs ont encore les concepts de discipline et de hiérarchie, ainsi que l'honneur d'un officier dans l'Armée malgache actuelle ?

Dans ce cas, comment alors s'étonner que la plupart des actes de banditisme se fasse avec des kalachnikovs, armes de guerre censées n'exister que dans des casernes, et qui semblent donc

curieusement pouvoir en sortir la nuit ? Comment s'étonner que souvent parmi les malfrats se trouve un ou plusieurs membres des forces dites de l'ordre ? Le témoignage dans la presse d'une victime d'une attaque nocturne révéla que les bandits ont expliqué avoir loué les armes, et que la location devait donc être rentabilisée. Mais qui est le loueur ? Quand on voit les photos des diverses péripéties de la crise sur certains blogs ou dans le livre « Regards sur la crise » publié par nos confrères de l'Express de Madagascar, on voit qu'il y a quand même plusieurs civils pro-TGV qui tenaient des armes. D'où venaient ces armes, et où sont-elles allées ?

A propos des armes qui se promènent dans la nature, notons pour l'anecdote que le fameux Président de l'Association des victimes du 7 février, que l'on voit dans le livre de l'Express tenir une kalachnikov, eut même droit en août 2009 à un procès en règle pour détention illégale d'armes à feu, usurpation de fonction et terrorisme. Ce procès eu lieu sous le régime de la HAT, c'est dire que les faits étaient graves ! Mais bien entendu, il resta très peu de temps en prison, au nom de la bonne gouvernance et de l'indépendance de la justice.

Tertio, le contexte d'indiscipline générale créée par le coup d'Etat favorise toute sorte d'abus, et pas seulement de la part des marchands dans la rue. Quand on bafoue l'Etat, il ne faut pas s'étonner de voir ses détenteurs perdre leur autorité. Cela est également valable pour les abus de pouvoir, qui font que non seulement les dignitaires de la HAT, mais même leurs fils, se permettent de se comporter en terrain conquis. On se rappellera également que pendant les premiers mois de 2009, des individus louches furent utilisés pour grossir les rangs des manifestants, puis par la suite, sous la conduite d'un politicien, pour « défendre la Place du 13 mai » contre les tentatives d'occupation des légalistes. Que sont devenus ces individus, et à quelles fins sont-ils maintenant utilisés par leur sponsor ?

Pour être honnête, on déplorera cependant le manque de moyens des forces de l'ordre. Car je veux me raccrocher à l'idée qu'il y a quand même peut-être quelques policiers, gendarmes et policiers, non corrompus, qui ont une vision claire de la haute valeur de leur mission, mais qui ne peuvent que composer avec la rareté des ressources matérielles et humaines. Normal donc que les forces de l'ordre arrivent en retard. Dans certains films américains, on voit quelquefois des accords entre des policiers ripoux et la Mafia, pour que les policiers aillent se promener ailleurs pendant que les opérations de banditisme se font à un endroit bien déterminé de la ville. Heureusement que cela n'existe que dans les films, et qu'on n'est pas en Amérique, n'est-ce pas ? Même si, grâce aux putschistes, la vie à Tana est en train de ressembler à celle à Johannesburg. Dans ses mauvais cotés, et sans les aspects positifs.

Moralité : Quand on recherche l'appui des loups pour faire aboutir un coup d'Etat, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils deviennent tout à coup des agneaux une fois la fin de l'opération.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Peur-sur-la-ville,14664.html>